

[france3-regions.francetvinfo.fr /normandie/seine-maritime/havre/pour-que-nous-aussi-on-puisse-vi...](https://france3-regions.francetvinfo.fr/normandie/seine-maritime/havre/pour-que-nous-aussi-on-puisse-vi...)

"Pour que nous aussi on puisse vivre de notre métier", les AESH du Havre en grève suite à une mobilisation nat

Sixtine Boyer, Hervé Guiraudou : 6-7 minutes

Ils sont accompagnants d'élèves en situation de handicap et ce jeudi 16 janvier 2025, ils manifestent un peu partout en France pour "dénoncer le manque de considération que l'Etat leur porte". Zoom sur Le Havre où une vingtaine d'entre eux se sont réunis.

L'essentiel du jour : notre sélection exclusive

Chaque jour, notre rédaction vous réserve le meilleur de l'info régionale. Une sélection rien que pour vous, pour rester en lien avec vos régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'essentiel du jour : notre sélection exclusive". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Deuxième corps de l'Éducation nationale, [les AESH sont en grève dans toute la France ce jeudi 16 janvier 2025, à l'appel de plusieurs syndicats](#). En Normandie, six différents lieux de rassemblement ont été établis.

Une quarantaine de personnes, AESH, parents d'élèves ou professeurs des écoles, se sont rassemblés devant la maison de l'éducation du Havre dans la matinée.

Sur toutes les lèvres, le discours est le même : les AESH feraient face à un manque de reconnaissance du gouvernement quant à leur statut, leur salaire et leurs compétences.

20 ans après le vote de la loi "inclusion" du 11 février 2005 qui prévoit que *"tout enfant présentant un handicap a le droit de s'inscrire dans l'école de son quartier"*, cette mobilisation veut dénoncer un système à bout de souffle.

Ce que je trouve grave en fait, c'est la non reconnaissance de la difficulté du métier. Il faut vraiment reconnaître que l'inclusion demande vraiment à être discutée, comprise, voire vécue par nos gouvernements pour qu'on puisse faire quelque chose.

Joanna Recher - AESH

Les AESH ont des contrats qui ne peuvent pas dépasser les 24 heures. Ils demandent donc la reconnaissance d'un temps complet à 24 heures.

"On réclame un véritable statut puisqu'à l'heure actuelle nous ne sommes que des contractuels de l'Éducation nationale, même en étant en CDI. On réclame une véritable

rémunération et aussi un temps plein à 24 heures", détaille Julie Campelli, AESH et membre du collectif AESH/AED 76.

Cela devrait être un vrai métier, pour que celles qui aiment le faire puissent se dire 'je le fais pour toute ma vie' et pas 'je cherche autre chose parce que je ne peux pas gagner ma vie'.

Christophe Hamon - professeur des écoles et délégué FSU-SNUPP pour le Havre

Les accompagnants d'élèves en situation de handicap dénoncent un nombre d'élèves qui ne fait qu'augmenter contre des effectifs et un nombre d'heures travaillées qui stagnent.

En 2024 en France, 436 000 élèves se trouvant en situation de handicap étaient scolarisés en milieu ordinaire. En 2025, il y en a 490 000. Et ce, pour exactement le même nombre d'AESH, soit 132 000.

On est méprisés, les enfants comme les AESH, au niveau du gouvernement mais aussi de notre hiérarchie.

Une AESH

Avant 2017, 80% des AESH suivaient un ou deux élèves pour 12 à 24 heures. Désormais, le même pourcentage, se retrouve avec deux à six élèves voire huit pour 1 à 12 heures passées avec eux.

"On réclame aussi des recrutements d'AESH pour avoir une brigade de remplacement puisque les collègues enseignants sont remplacés alors que nous non", ajoute Julie Campelli.

Inévitablement *"on a moins de temps à passer pour accompagner les élèves",* constate Julie Campelli,

AESH, avant d'ajouter *"les élèves sont démunis d'accompagnement aussi, voilà la conséquence de la gestion de l'inclusion en France".*

Et malheureusement, c'est sur les élèves que se répercute ce manque. Coralie Boulard, maman d'une fille en situation de handicap est dans l'incompréhension totale : depuis octobre, sa fille n'a pas eu son renouvellement auprès de la MDPH car il a été jugé que celle-ci n'avait plus besoin d'aide au quotidien, avis contraire à celui de l'ordre médical.

"Ma fille se retrouve sans AESH, livrée à elle-même avec ses difficultés", lance-t-elle.

Cet accompagnement l'aidait à se concentrer et à faire ses exercices, elle avait plus confiance en elle alors que maintenant elle est complètement perdue.

Coralie Boulard - maman d'une fille en situation de handicap

Et c'est ce que constate aussi Christophe Hamon, professeur des écoles et délégué FSU-SNUPP pour le Havre : *"depuis plusieurs années où l'inclusion de ces enfants a été décidée, la plupart du temps, sans AESH c'est impossible".*

D'autant que selon lui, le manque d'AESH n'est pas le seul problème *"il y a aussi les structures spécialisées qui ferment, ou alors qui réduisent leur nombre de places"*.

Un petit groupe d'AESH devait rencontrer la DASEN cet après-midi, *"pour faire entendre nos revendications qui sont toujours les mêmes depuis longtemps"*.

Tous les jours, recevez l'actualité de votre région par newsletter.

Tous les jours, recevez l'actualité de votre région par newsletter.

Veillez choisir une région

votre adresse e-mail

France Télévisions utilise votre adresse e-mail pour vous envoyer la newsletter de votre région. Vous pouvez vous désabonner à tout moment via le lien en bas de ces newsletters. [Notre politique de confidentialité](#)